



Les  
Producteurs  
de lait  
du Québec

*Réplique des Producteurs de lait du Québec à la chronique « La prison de foin » d'Alain Dubuc, qui a été publiée dans La Presse du 26 octobre 2015.*

*Cette réplique n'a pas été publiée.*

---

## **La réalité du plancher des vaches**

Dans sa chronique du 26 octobre « La prison de foin », M. Dubuc expose pour une énième fois son opposition à la gestion de l'offre en agriculture, une intervention de l'État dans l'économie de marché dont on devrait « se libérer progressivement », écrit-il. À lire M. Dubuc, on pourrait croire que la gestion de l'offre est le dernier exemple sur terre d'intervention de l'État en agriculture.

C'est loin d'être le cas. En fait, la réalité du plancher des vaches c'est que la plupart des pays interviennent – que ce soit par des politiques de soutien financier ou réglementaire – pour assurer la sécurité alimentaire de leurs citoyens et pour contrer la faiblesse et l'instabilité chronique des revenus des agriculteurs.

La situation de crise dans le secteur laitier mondial depuis le début 2015 illustre bien cette réalité. La surproduction mondiale, couplée à la baisse de la demande de la Chine, a fait chuter les prix du lait aux producteurs en Europe, aux États-Unis et en Océanie de 30 % à 40 %. Devant la colère et la détresse des producteurs, le gouvernement français a annoncé quelque 600 millions d'euros d'aide d'urgence en juillet. L'Union européenne a débloqué pour sa part 500 millions d'euros en septembre qui s'ajoutaient aux 220 millions déboursés en juin. Ces sommes s'ajouteront aux 60 milliards d'euros investis annuellement par l'Europe en subventions diverses aux agriculteurs. Les États-Unis ne sont pas en reste sur le plan des subventions agricoles, eux qui ont adopté l'an dernier un *Farm Bill* qui prévoit des dépenses de 1 000 milliards de dollars d'ici 2024.

Contrairement à la gestion de l'offre, ce soutien financier a été exclu des récentes négociations de libre-échange avec l'Europe et du Partenariat transpacifique. Est-ce parce qu'il est sans impact sur le commerce des denrées agricoles et ne cause aucune distorsion?

Ce soutien financier permet le maintien de la production, malgré des prix inférieurs aux coûts de production. Il rend l'industrie de la transformation plus concurrentielle vis-à-vis des importations et à l'exportation en lui offrant des prix plus alignés sur les prix mondiaux. Mais il peut aussi favoriser le dumping de surplus qui déstabilisent les marchés étrangers. Ainsi va-t-il de la proposition de l'Allemagne qui suggérait récemment, pour régler la crise du lait, plutôt que de revenir à une certaine régulation du marché comme le proposait la France, de désengorger le marché européen en écoulant la surproduction actuelle en Afrique. À quel prix pour l'agriculture et l'autonomie alimentaire de ce continent?

La « libéralisation progressive » du secteur laitier, comme le propose le chroniqueur, a été essayée en Australie, avec des résultats très mitigés. Le plus récent rapport annuel de Dairy Australia montre que de 2000, année de la déréglementation, à 2014, le nombre de fermes a chuté de 51 %, la production laitière de 17 % et la valeur des exportations de 13,4 %. Est-ce vraiment l'exemple à suivre?

La gestion de l'offre n'est sans doute pas parfaite, mais n'est pas moins légitime que le soutien financier à l'agriculture. Elle permet d'ajuster le niveau de production aux besoins du marché, d'éviter la surproduction et le dumping sur le marché mondial et d'assurer aux agriculteurs un prix stable, couvrant leur coût de production, sans soutien financier de l'État. Elle n'empêche aucunement l'innovation, comme le prétend M. Dubuc. La gamme de produits laitiers québécois et canadiens n'a rien à envier à celle offerte aux consommateurs américains, ni sur le plan de la diversité ni sur le plan de la qualité. Le Canada a raison de tenir à son maintien.

Alain Bourbeau, agroéconomiste et directeur général,

Les Producteurs de lait du Québec